

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 GLISY

GLISY, le 25/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **LEDEUX ERIC HOLDING**

chaussée Brunehaut  
Au dessus du Canal  
80360 FINS

Références : 2022 – E10163  
Code AIOT : 0005105830

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2022 dans l'établissement LEDEUX ERIC HOLDING implanté chaussée Brunehaut Au dessus du Canal 80360 FINS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le site du BARPI recense une centaine d'accidents sur les centres VHU entre 2004 et 2020. 92 % de ces accidents sont des incendies, 5 % sont des pollutions directes et 2 % des explosions.

Au niveau national, 2018, 2019 et 2020 ont été des années noires, puisque ces trois années enregistrent 60 % des sinistres des 16 dernières années.

En Hauts-de-France, l'année 2021 a comptabilisé trois gros incendies qui ont eu lieu sur des centres VHU, et qui ont donné lieu à des arrêtés de mesures d'urgence. C'est pourquoi cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale du risque incendie dans les centres VHU.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LEDEUX ERIC HOLDING
- chaussée Brunehaut Au dessus du Canal 80360 FINS
- Code AIOT : 0005105830
- Régime : Autorisation

L'activité pratiquée est la récupération, le tri et le stockage de métaux ferreux et non ferreux, de papiers/cartons et de bois, de plastiques, de chiffons textiles et de déchets industriels provenant d'installations classées en vue de leur revente. De plus, le site réalise l'activité centre VHU.

Les installations sont autorisées par arrêté préfectoral du 6 novembre 2019 modifié.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risque incendie dans les centres VHU

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
3	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 1.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Poteaux / Bassins	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Signalisation des risques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
12	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Positionnement des équipements d'alerte et de secours	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	/	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18	/	Sans objet
5	Moyens de défense incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	/	Sans objet
7	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19	/	Sans objet
8	Travaux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23	/	Sans objet
10	Eaux incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	/	Sans objet
11	Clôture	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15	/	Sans objet
13	Entreposage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2019 et l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement n'étant pas respectés, un arrêté préfectoral de mise en demeure de respecter les différentes prescriptions est proposé à Monsieur le Préfet de la Somme.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan localisant les risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) [...]. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que lors de l'installation des caméras de surveillance, la société TILDA a réalisé la mise à jour des plans. Cependant l'exploitant n'est pas en mesure de les présenter.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 2 : Positionnement des équipements d'alerte et de secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.
<b>Constats :</b> Un plan d'intervention est présent et affiché. Celui-ci recense l'emplacement des extincteurs. Cependant, celui-ci n'est plus à jour.  L'exploitant indique que lors de l'installation des caméras de surveillance, la société TILDA a réalisé la mise à jour des plans. Les plans mis à jour seront transmis à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks des déchets en attente de traitement et traités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  AP du 6/11/2019 :  Article 1.1.2. Limitation du flux de déchets transitant par cette plate-forme  Le flux annuel de déchets transitant par le site est inférieur aux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Déchets métalliques : 6 260 tonnes dont 5 260 t de métaux ferreux ;</li> <li>• Déchets dangereux : 50 t dont 50 t de batteries</li> </ul> <p>AP du 1/01/2021 :  Article 1 :  « la quantité maximale admise annuellement est de 150 VHU »</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté l'état des stocks du jour. Il indique qu'un nouveau logiciel « NESSY » a été installé en mars-avril, la formation à l'utilisation est en cours.</p> <p>Le flux annuel de déchet transitant par le site jusqu'à aujourd'hui est :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Déchets métalliques : 5450 t</li> <li>• Déchets dangereux : 86 t de batteries</li> <li>• Le nombre de VHU traités est de 1365</li> </ul> <p>Un dossier pour augmenter le nombre de VHU traités a été déposé à la DREAL.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas le flux annuel de déchet transitant par le site. Cependant, il indique que le flux de batteries est corrélé au nombre de VHU traités.</p>
<p><b>Observations :</b> Un dossier a été transmis le 16 mars 2022 à la DREAL pour augmenter le nombre traité de VHU (l'exploitant voudrait augmenter à 2640 VHU annuellement). Ce porter à connaissance fera l'objet d'une instruction prochainement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 4 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p><b>Constats :</b> La vérification électrique a été réalisée le 28/07/22 par la société BUREAU VERITAS. Ce rapport fait état de 17 observations (38 l'année dernière). L'exploitant indique qu'un électricien est cours de mise en conformité des installations électriques.</p> <p>La vérification thermographique a été réalisée le 20/01/22 par la société BUREAU VERITAS. Le Q19 est présenté sans remarques.</p>

<b>Observations :</b> L'exploitant transmettra une copie du rapport de conformité électrique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Moyens de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique des extincteurs/RIA/exutoires/portes coupe feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) [...]. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
<b>Constats :</b> Le rapport de vérification des extincteurs est présenté (facture n°027671 du 04/04/2022). Le contrôle a été réalisé le 13/05/22 par la société SMI.  La vérification visuelle lors de l'inspection montre que les extincteurs ont bien été vérifiés le 13/05/22.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Poteaux / Bassins

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Débits des poteaux/Bassin
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :[...] d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) [...] permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. [...]. A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m <sup>3</sup> /h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau[...]
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une réserve incendie (poche d'eau) de 120 m <sup>3</sup> en fonctionnement. La poche d'eau de 240 m <sup>3</sup> présente sur site n'est toujours pas en fonctionnement.  L'exploitant ne dispose donc pas des besoins en eaux suffisant pour son site.  L'exploitant se rapprochera du SDIS pour trouver l'emplacement adéquat et l'installer le plus rapidement possible.

L'exploitant indique qu'il a acheté une motopompe et plusieurs mètres de tuyaux afin d'intervenir plus rapidement et avant les pompiers le cas échéant.
<b>Observations :</b> L'exploitant transmettra la convention pour l'utilisation du forage de l'agriculteur proche du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique des détecteurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. [...]           Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> Le bâtiment papier carton et la zone VHU sont visé par caméra thermique. L'exploitant indique qu'il y a un report sur téléphone lors des horaires de fermeture.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des permis
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, [...]           Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent y être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.           Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents sont signés par l'exploitant et par l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.           [...]
<b>Constats :</b> Des permis feu sont présentés, ils sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure le cas échéant.           Le dernier, daté du 9/05/22 a été réalisé pour effectuer une opération de soudure sur la machine de compactage par la société MAC.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Signalisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Signalisation des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) et la signale sur un panneau à l'entrée de la zone concernée.
<b>Constats :</b> Les risques ne sont pas signalés à l'entrée de chaque zone dangereuse.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 10 : Eaux incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. [...] Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. [...]
<b>Constats :</b> Le rapport de la société concernant le contrôle d'étanchéité du bassin de rétention des eaux d'incendie est présenté. Celui-ci a été réalisé le 11/02/2022 par la société AQUAGEO ETANCHEITE et indique que des réparations ont été réalisées le 7/02/2022 et que globalement la membrane PEHD est en bon état. La dernière vidange des boues du déshuileur-débourbeur a été réalisée par l'entreprise Piermant le 11/12/21.  Le bassin est propre, quasi vide, la vanne est en position fermée par défaut et elle est protégée par une grille pour éviter qu'elle ne soit bloquée par des embâcles.  L'exploitant indique ouvrir la vanne 2-3 fois par an environ.
<b>Observations :</b> Une marque pourra être réalisée sur le bassin pour vérifier que les capacités de confinement soient suffisantes en tout temps.



<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 11 : Clôture

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Tout dépôt de déchets ou matières combustibles dans les installations de plus de 5 000 m <sup>2</sup> est distant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation.
<b>Constats :</b> Le site possède une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Le site est pourvu d'une vidéosurveillance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 12 : Consignes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;</li> <li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> <li>- les modes opératoires ;</li> <li>- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</li> <li>- les instructions de maintenance et de nettoyage ;</li> <li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.[...]</li> </ul>
<b>Constats :</b> Les consignes d'exploitation ne sont pas affichées dans les lieux fréquentés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

N° 13 : Entreposage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution : L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). [...] La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention. La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions. II. Entreposage des pneumatiques : Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m <sup>3</sup> et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres. L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m <sup>3</sup> , la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation. III. Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage : Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention. Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches. Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention. [...] L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel. IV. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution : Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres. Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. [...]
<b>Constats :</b> Les blocs béton présentent une hauteur de 2,40 m autour des VHU qui représente une hauteur visuelle à ne pas dépasser. Lors de la visite, cette hauteur n'était pas dépassée.  Les pièces et fluides issus des véhicules dépollués sont à l'abri, les fluides sont contenus dans des récipients fermés et sur rétention et les éléments contenant des PCB et des PCT (batteries, filtres et condensateurs) sont stockés dans des conteneurs fermés et étanches.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet